



LES ETI AU CŒUR DU MIEUX VIVRE EN FRANCE ET DE LA PROSPÉRITÉ

MANIFESTE EN DIRECTION DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

PRÉAMBULE : SANS L'ÉCONOMIE, AUCUN PROJET POLITIQUE DURABLE

Les ETI ne font pas de politique. Ce n'est pas leur vocation. Mais parce qu'elles sont l'un des socles de la société, elles ont le devoir, lors des grands rendez-vous démocratiques, de prendre la parole pour nourrir le débat public.

En commençant par rappeler un principe intangible : il ne peut y avoir de projet politique qui ne tienne compte de la réalité économique, dont les entreprises et leurs salariés, au cœur de la création de richesse, sont le moteur.

Dans la campagne qui s'ouvre, dans une France fragmentée, les **6200 ETI françaises, symboles du « travailler et du produire en France », veulent porter l'espoir de la prospérité.**

LES ETI, LES « GRANDES ENTREPRISES DU COIN »

Avec 125 000 sites répartis dans toute la France, les ETI **n'ont jamais abandonné les villes moyennes et les zones rurales.** De la Vallée de l'Arve aux Herbiers vendéens, du Grésivaudan aux vallons des Vosges et du Jura, les ETI sont l'ossature industrielle de nos régions.

Beaucoup de leurs sièges sociaux sont implantés dans les sous-préfectures, elles sont les animatrices du tissu économique et de l'emploi local, garantes de la cohésion sociale, pivots des filières industrielles, elles entraînent des milliers de TPE, de PME fournisseurs et sous-traitants.

Quand une ETI s'en va, c'est un territoire qui s'efface et s'effondre. Quand une ETI réussit, c'est tout l'environnement local qui se redynamise. Avec le développement des ETI, c'est la vie locale qui s'enrichit en termes d'emplois, de services et d'équipements publics, de soutiens aux associations et à la vie culturelle.

Au niveau du pays, la somme de ces réussites pèse près d'un tiers de la richesse nationale (1000 milliards de chiffre d'affaires) et plus encore en matière d'exportation (34%) compte tenu de leur dominante industrielle.

Et pourtant les ETI françaises ne sont pas assez nombreuses : elles sont 17 000 en Allemagne, 8 500 en Italie...

Le manque d'ETI en France est une anomalie majeure. C'est le résultat de 40 ans de mauvais choix économiques : blocage des transmissions d'entreprises pendant 20 ans, fiscalité sur l'activité et les salaires la plus lourde de l'OCDE, des normes et des contrôles disproportionnés.

DANS LE CADRE DU MARCHÉ EUROPÉEN, TOUT MISER SUR « LE TRAVAILLER ET LE PRODUIRE EN FRANCE »

Depuis dix ans, ces erreurs ont commencé à être corrigées. La réforme de la fiscalité du capital, les lois sur le dialogue social et le travail, les premières baisses de la fiscalité de production : **ces premières réformes ont produit des résultats.** En témoignent le nombre d'ETI, passé de 4600 à 6 200 aujourd'hui, avec des conséquences en cascade sur l'investissement (20 Md€ par an), sur l'emploi et l'apprentissage (465 000 postes créés sur la période), et sur les recettes fiscales. Aujourd'hui, les usines sont plus nombreuses à ouvrir qu'à fermer.

La voie du « travailler et produire en France » est gagnante, et il ne faut pas s'en détourner.

D'autant que **la France reste très en retard sur ses voisins en matière de compétitivité.** Rien qu'en matière d'impôts de production, 80 milliards d'euros par an nous séparent toujours de la moyenne européenne.

D'autant que les crises à répétition (gilets jaunes, COVID, inflation, énergie) ont singulièrement aggravé ces faiblesses françaises. Les ETI, malgré leur résilience, en sortent affaiblies. **Elles ne pourraient supporter ni le retour aux mauvaises recettes qui ont plombé la France, ni les replis qui les priveraient de leurs marchés naturels en Europe.**

Quatre priorités s'imposent pour réussir le rattrapage français dont les ETI ont besoin :

- Poursuivre la baisse des impôts de production pour soutenir l'innovation et l'investissement et leurs exportations.
- Mettre en place une politique publique de la transmission d'entreprise pour garantir la pérennité de nos usines et de nos emplois.
- Engager la baisse du coût du travail qualifié pour une France des bons salaires.
- Instaurer un bouclier normatif pour enrayer la déferlante réglementaire.

PAS DE FATALITÉ : FAIRE LE CHOIX DE LA PROSPÉRITÉ

A côté de nous, d'autres pays ont réussi des redressements spectaculaires. La France n'est pas condamnée et ses atouts sont innombrables. **Le redressement économique est le plus court chemin vers la prospérité et le mieux vivre en France.** C'est la condition pour être au rendez-vous des transformations sociales et environnementales. **Les ETI y sont prêtes.**